



Plus qu'un simple coup de main à l'Afrique

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) ouvre un dialogue politique de haut niveau entre les leaders et les partenaires au développement, assurant ainsi d'une part l'appropriation par des pays africains, et permettant la création de de partenariats internationaux.

Après la fin de la Guerre froide, au moment où le soutien international au développement africain semblait en recul, le Japon a lancé une initiative appelée TICAD, un forum de dialogue avec les pays du continent africain pour relever les défis liés au développement notamment en matière de réduction de la pauvreté, de développement des ressources humaines et de croissance économique, etc.

Depuis sa création, la TICAD a réuni des acteurs de premier plan en tant que coorganisateur, notamment des organisations internationales de



Kenzo Oshima : directeur général de la Société africaine du Japon, ancien représentant permanent du Japon auprès des Nations Unies, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence.

développement telles que la Banque mondiale et les institutions des Nations Unies. Plus récemment, l'Union africaine a rejoint la TICAD. Un tel mélange ouvert et diversifié de parties prenantes multiples est rare.

« La TICAD a ouvert la voie à de nouveaux territoires, où la Chine, la République de Corée, l'Inde, le Brésil, ainsi que l'Europe et l'Amérique, ont ensuite présenté leurs forums de dialogue bilatéraux avec l'Afrique, en grande partie au bénéfice de l'Afrique », explique Kenzo Oshima, directeur général de la Société africaine du Japon.

Au cours des dernières années, plutôt qu'une aide directe aux pays, la TICAD a mis l'accent sur les activités menées par le secteur privé telles que le commerce et les investissements, qui reflètent l'évolution des besoins de l'Afrique. L'aide gouvernementale traditionnelle visant à réduire la pauvreté, telle que l'aide publique au développement (APD), reste importante. Cependant, pour un développement durable, création d'emplois et croissance économique sont nécessaires à la société, et, pour ce faire,

les investissements du secteur privé sont indispensables.

La TICAD-VI, qui a eu lieu à Nairobi, au Kenya, en 2016, a attiré 200 entreprises privées japonaises et a permis la création du Forum économique public-privé nippo-africain. Ce nouveau mécanisme a pour objectif de promouvoir la coopération entre le secteur public et les entreprises privées et de contribuer à la stimulation des entreprises commerciales, des investissements et du commerce en Afrique.

Dans le cadre de la coopération internationale pour le développement, notamment pour le continent africain, le Japon a œuvré pour favoriser l'autonomie et l'idée de partenariat et de appropriation. Le développement des ressources humaines accompagné d'un transfert de compétences est un aspect important de cette politique.

À l'avenir, nous espérons que le partenariat Asie-Afrique, ainsi que les programmes qui favoriseront la coopération « Sud-Sud » et « triangulaire » s'en trouveront renforcés. ✨

Nous sommes maintenant prêts pour les affaires sérieuses

S.K. Maina Ambassadeur de la République du Kenya au Japon

Un quart de siècle après que la TICAD I s'est tenue à Tokyo en 1993, ce forum pionnier dans le dialogue Afrique-Japon sur le développement a atteint un tournant majeur avec l'organisation de la TICAD VI à Nairobi en 2016. Le Premier ministre japonais Shinzo Abe était à la tête d'une imposante délégation japonaise dans la capitale du Kenya pour la première TICAD à se tenir sur le sol africain. Même si personne ne nie la portée de ce symbole, S.K. Maina, l'Ambassadeur de la République du Kenya au Japon, aime également rappeler un jalon plus ancien. « Le moment charnière pour la TICAD », explique l'Ambassadeur, « a été la TICAD V à Yokohama au Japon, où les leaders ont pour la première fois dit que nous avons besoin d'impliquer le secteur privé et de déplacer la TICAD en Afrique... Cela a complètement modifié la perspective globale de la TICAD ».

Il ne fait guère de doute que les précédents forums de la TICAD ont eu un impact significatif sur le développement africain. Depuis le dialogue initial de 1993, des corridors de transport ont été construits, les ports modernisés, et l'éducation ainsi que la santé publique sont passées par des améliorations. Néanmoins, maintenant que plusieurs des anciens objectifs de la TICAD ont été réalisés, les participants africains éprouvent de plus

en plus le besoin de déplacer l'attention sur la compétitivité de l'Afrique sur les marchés mondiaux. « Le Japon a suggéré le processus de la TICAD... au moment où les pays africains traversaient une période très difficile », rappelle l'Ambassadeur Maina. Or aujourd'hui, la Banque mondiale prévoit une croissance de 6,17% du PIB par année pour le Kenya, et l'on s'attend à voir la population de l'Afrique atteindre 2 milliards d'ici 2050.

Les participants de la TICAD se concentrent visiblement sur de nouvelles dynamiques. Lors de la TICAD VI, par exemple, des discussions ont été menées relativement aux soins de santé universels, à la stabilité sociale, au terrorisme et à la radicalisation. « Les choses vont très vite en Afrique », dit l'Ambassadeur, « et nous affirmons ainsi être maintenant prêts pour les affaires sérieuses... nous avons à présent atteint le niveau de "partenariat" ».

De la construction de voies ferrées et d'hôpitaux aux discussions sur l'accès des exportations agricoles de l'Afrique au marché international et la stimulation de startups de technologies de pointe, les défis auxquels font face les délégués de la TICAD VII à Yokohama l'année prochaine seront bien différents de ceux qu'ont rencontrés leurs prédécesseurs en 1993. Le programme du Premier ministre

Abe intitulé « Stratégie pour un espace Indo-Pacifique et ouvert » qui a été dévoilé à Nairobi aborde des questions en lien avec ce nouvel ordre mondial. « Le Kenya croit fermement en des systèmes internationaux basés sur des règles », rapporte l'Ambassadeur, « nous devons tous commercer ensemble. Si nous ne le faisons pas, chacun en souffrira ».



La TICAD : rendre les partenariats avec l'Afrique plus efficaces

Aurélien Agbénonci Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République du Bénin

Bien au-delà d'un soutien à sens unique, la TICAD se fixe pour objectif de développer des partenariats multilatéraux pour que l'Afrique puisse relever un large éventail de défis. Grâce à des partenariats à long terme, elle s'efforce de fournir les outils qui permettront un développement socio-économique ainsi que l'instauration de la sécurité et de la paix. La TICAD VI, qui a eu lieu à Nairobi, au Kenya, est un exemple de ce type de mission.

Des entretiens animés et structurés entre l'Afrique, le Japon et d'autres

parties prenantes ont permis d'établir des relations plus solides. La République du Bénin a insisté sur le fait que la sécurité humaine, la santé et la croissance économique sont les trois piliers vers l'amélioration de la vie en Afrique, et toutes les parties présentes ont convenu que cette amélioration ne se fera pas sans des capacités financières.

La mise en place de zones économiques, l'élimination de la corruption et la préservation des environnements de travail devraient stimuler l'investissement du secteur privé et la TICAD définit le

cadre nécessaire pour la création de nouveaux partenariats et le renforcement de ceux qui existent déjà, pour le développement de l'Afrique.

